

0 % d'AGS pour les ETAM,
Cadres exclus des
négociations salariales :
C'est apocalypse NAO

l'étincelle

887 366 € gagnés en
Bourse en un jour :
Les BA du Directeur
Produit de Renault

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 28 février 2017

Elections : ça sent le Gattaz

Dans le bal des élections des couples se forment : Jadot et Hamon, Bayrou et Macron... Chacun y va de sa tactique de fusion dans l'espoir de conquérir un plus grand électorat. C'est dire si ce qui importe à ces politiciens professionnels, bien plus que les programmes qu'ils défendent, c'est l'exercice du pouvoir.

À droite, rien de nouveau

Fillon fait campagne sur la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, soit moins d'accès aux services publics pour nombre de travailleurs. À chacun de déboursier davantage pour sa santé, ou pour la scolarité de ses enfants. Et Macron lui emboîte le pas en annonçant la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. On est rassuré.

En opposant salariés du public et du privé, ces candidats n'ont pour objectif que la précarisation de l'ensemble du monde du travail pour contenter leur ami Gattaz, le président du MEDEF.

À gauche, on connaît déjà

Hamon, le candidat relooké du PS ? Un PS au gouvernement qui depuis cinq ans a cumulé les lois contre les travailleurs, à commencer par la Loi Travail dont on commence à ressentir les effets dans les entreprises. Hamon et son revenu universel ne peuvent nous faire croire que le PS se mettrait à défendre nos intérêts. Il entérine la précarité, en voulant instaurer une formule qui permet de pérenniser le chômage de masse en promettant quoi ? 750 euros pour survivre pendant que les patrons continuent de licencier quand bon leur semblera ? C'est loin de nous promettre des jours meilleurs.

Quant à Mélenchon, il se borne à des promesses : remettre l'âge de départ à la retraite à 60 ans... mais avec 40 annuités. Et augmenter, un peu, le Smic... Quand ? Comment ? Cela, il ne le précise pas, ni la façon dont il compte l'imposer. Des promesses qui risquent de vite tomber à l'eau sans une mobilisation massive des travailleurs.

Au FN, le racisme pour programme

Marine Le Pen, qui fait l'objet avec son père d'une enquête pour avoir sous-évalué son patrimoine de 60 % (une pratique courante chez les millionnaires) entend bien défendre les mêmes

intérêts que les autres : ceux de la bourgeoisie. Elle prône la division en voulant faire croire que les maux des travailleurs viendraient des réfugiés. Mensonge ! Les problèmes de la classe ouvrière viennent des licenciements, de la précarité....

Que compte-t-elle imposer aux patrons ? Rien, et surtout pas mettre fin aux cadeaux faits au patronat comme le CICE. Elle s'est même prononcée pour l'interdiction des manifestations contre les violences policières après le viol de Théo. Encore une qui veut museler ceux qui entendent ne pas se laisser faire.

Le seul ouvrier en campagne

Les seuls candidats qui appellent les travailleurs à s'emparer eux-mêmes de leurs destinées en imposant par la mobilisation l'application de mesures d'urgence, ce sont les candidats communistes révolutionnaires Nathalie Artaud (LO) et Philippe Poutou (NPA).

Ce dernier est en effet mieux placé que tous les politiciens qui nous bercent de douces (même pas toujours) promesses, pour savoir quels sont nos besoins. Philippe Poutou, ouvrier à l'usine Ford de Blanquefort, subit les mêmes politiques patronales que nous tous. Toujours en mouvement avec ses collègues contre la menace de fermeture de son usine, il lutte comme bien d'autres travailleurs aujourd'hui pour ses conditions d'existence.

Encore à la recherche des 500 parrainages d'élus requis pour se présenter aux élections, ce serait un comble que le seul candidat travailleur en lutte, soit empêché de se présenter.

***Interdiction des licenciements,
Partage du travail entre tous sans diminution de
salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net
et de tous les salaires d'au moins 300 euros...***

Voilà ce que défend Philippe Poutou. Si cela jure au milieu de tout le beau monde habitué des plateaux télévisés, tant mieux : c'est notre voix, celle qui défend nos intérêts.

La Bourse ou la vie

Après la prime de performance établissement, la BNP, qui gère l'épargne des salariés Renault, s'apprête à faire main basse sur la prime d'intéressement aux résultats financiers. Sa mission : convaincre chaque salarié de lui confier sa prime. Et si celui-ci n'est pas un adepte de la spéculation en Bourse, la BNP a truffé son site internet d'avertissements tels que « *Les sommes que vous percevrez seront à intégrer à votre revenu imposable* », ou que « *Ce paiement augmente votre quotient familial et risque d'affecter le montant de vos prestations sociales.* » La pompe à finance est en marche.

Des NAO hors cadre

La direction a communiqué les résultats des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) : 0,6 % d'AGS pour les APR, 0 % d'AGS pour les ETAM en 2107... Mais rien sur les Ingénieurs et Cadres, une nouvelle fois exclus des NAO.

Les cadres représentent pourtant un tiers des effectifs Renault, et deux tiers des salariés du TCR. Selon la loi, ces négociations sont obligatoires pour tous les salariés, cadres compris. La direction préfère avoir les mains libres et éviter toute contestation collective. Plus c'est flou, plus il y a un loup.

Faux départ

Ghosn a cédé la direction opérationnelle de Nissan à un de ses fidèles lieutenants, Saikawa, tout en restant Président du Conseil d'Administration. Il veut « *consacrer plus de temps et d'énergie pour gérer l'évolution stratégique et opérationnelle de l'alliance* ». Ghosn ne lâche donc pas les rennes... ni ses multiples salaires. On a eu peur.

De quoi se remettre Ancel...in

Il n'y a pas que Ghosn qui touche le pactole chez Renault. Bruno Ancelin par exemple, le Directeur Produit et Programmes du Groupe Renault, a réalisé un joli coup en Bourse le 10 janvier 2017 en exerçant son option d'achat sur 16503 stock-options. Achetées à 34.23 € l'action, il les a revendues le jour même à 88 € Résultat : une plus-value de 887 366 € selon l'AMF (Autorité des Marchés Financiers).

Les hauts dirigeants de Renault spéculent régulièrement en Bourse avec leurs stock-options et leurs actions gratuites offertes gracieusement par Renault. Et ils nous expliquent que Renault ne peut pas verser une Augmentation Générale de Salaire !

A trois, c'est mieux

Les nouvelles imprimantes à badge, en cours de déploiement, sont plus lentes que les anciennes, et la plupart ne font pas le A3, ou la couleur. La liste des « irritants » n'était sûrement pas assez longue.

We want sex equality

Les ingénieurs et cadres hommes de Guyancourt gagnent en moyenne 12 % de plus que leurs collègues femmes. Et il n'y a toujours aucune femme parmi les 10 plus hautes rémunérations de l'établissement en 2016. Renault champion de l'égalité professionnelle ? Juste dans sa com'.

Le bruit et l'odeur version Design

Odeurs de solvants et de peinture, poussières, bruit... Au Design, il ne faut pas se fier aux locaux flamboyants neufs : les conditions de travail n'ont rien de flamboyantes. Les travaux commencés été 2015 ont plus de six mois de retard, et les salariés n'en finissent pas d'essuyer les plâtres... au propre comme au figuré.

Chargés comme des mulets

Au CRP, le secteur des mulets doit faire face à la charge engendrée par les nouvelles normes Euro6. Plutôt que d'embaucher et de former, la direction recourt à des prestataires qui travailleront en horaires décalés. Flexibilité, précarité, mise en concurrence des salariés Renault et des prestataires... Et il paraît que Renault embauche ?!

Pas de cadeau pour les intérimaires

A Renault Flins, la plupart des 2000 intérimaires ont vu leur paye de février amputée d'une semaine sans information préalable. La semaine 52 de 2016, non travaillée car l'usine était fermée, leur avait été payée par « erreur ». Déjà que les intérimaires ne touchent pas la prime d'intéressement, ni la prime de lancement de la Micra versée seulement aux Renault, alors que sans eux, il n'y aurait pas de production ! Ce serait le moment de le rappeler... par la grève.

Hollande entre la poire et le fromage

En visite à Renault Cléon, Hollande a été interpellé par des salariés qui lui ont rappelé que Renault, tout en touchant des aides publiques, supprimait des milliers d'emplois (Cléon est passé de 5000 salariés en 2006 à 3200 en 2017) tandis que l'intérim explosait (1800 intérimaires à Cléon). Pas de quoi inquiéter Hollande : il est en fin de contrat, mais lui n'ira pas pointer au chômage.

Retour à la terre

Des politiciens de tous bords ont rendu hommage à Xavier Beulin, le président du syndicat d'agriculteurs FNSEA, décédé la semaine dernière. Beulin était aussi à la tête du groupe Avril (Lesieur, Puget, œufs Matines, biocarburants...), une holding financière au chiffre d'affaires de plus de 6 milliards d'euros. Loin de défendre les intérêts des petits agriculteurs, dont le tiers gagne moins de 400 € par mois, Beulin défendait les gros céréaliers et les patrons de l'agro-business. Du syndicalisme génétiquement modifié.